



ville de sète

BUDGET PRINCIPAL

Note de Synthèse

**COMPTE
ADMINISTRATIF
Exercice 2018**

L'article L2313-1 du CGCT prévoit qu'en annexe du budget primitif et du compte administratif est adjointe une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles, afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Conformément à ce principe, la présente note a pour objet de rendre compte de l'exécution financière du budget principal et de l'ensemble de budgets annexes, lesquels sont un reflet de l'action de l'exécutif municipal sous le prisme budgétaire et comptable.

La note qui est ainsi présentée a pour objet de donner aux élus et à l'ensemble des citoyens une lecture aussi pédagogique que possible de la situation financière de la Commune de Sète en 2018.

Dans une première partie, sera présentée l'exécution du budget principal de la Commune, budget qui retrace les activités des services publics sur le territoire communal, puis dans une seconde partie sera exposé la situation agrégée des différents budgets de la collectivité.

Partie 1 : Le budget principal

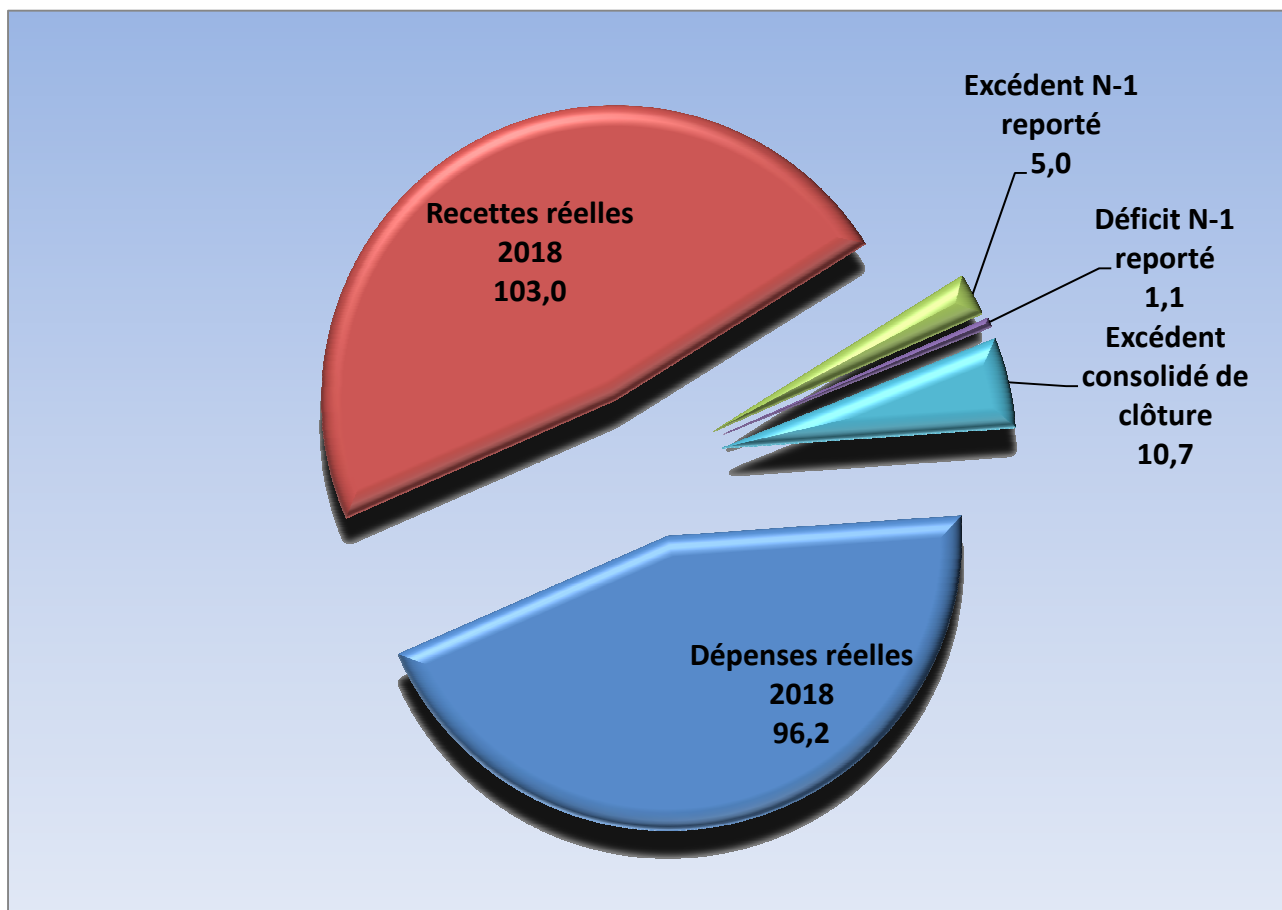
Le budget 2018 s'inscrit dans un contexte caractérisé par deux faits majeurs que sont, la baisse de la fiscalité au travers de la réduction du taux de la taxe sur le foncier bâti et la contractualisation avec l'Etat. Pour rappel, le taux de la taxe a été réduit de 2 points entre 2017 et 2018 passant de 46,33 % à 44,33 % en 2018. Cette baisse est à mettre en perspective avec les 10 % de baisse complémentaire en 2019 (taux passant à 39,9%) ; la contractualisation pour sa part prend la forme d'un engagement pris envers l'Etat de maintenir l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à +1,35 % par rapport au montant cible (dépenses 2017) en contrepartie du maintien à valeur constante de la dotation forfaitaire. Cette dernière est la composante essentielle de la dotation globale forfaitaire (DGF) versée par l'Etat, en contrepartie des transferts de compétences réalisées à l'occasion des différentes étapes de la décentralisation.

RESULTAT 2018

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
DEPENSES	74 284 818
RECETTES	88 507 094
RESULTAT REPORTE N-1	5 000 000
RESULTAT DE CLOTURE	19 222 276
SECTION D'INVESTISSEMENT	
DEPENSES	26 306 865
RECETTES	18 875 254
RESULTAT REPORTE N-1	-1 102 676
RESULTAT DE CLOTURE	-8 534 286
RESULTAT CUMULE 2018 TOUTE SECTION	10 687 990
RESTES A REALISER RECETTE	
RESTES A REALISER DEPENSE	2 313 801
RESULTAT A AFFECTER	8 374 189

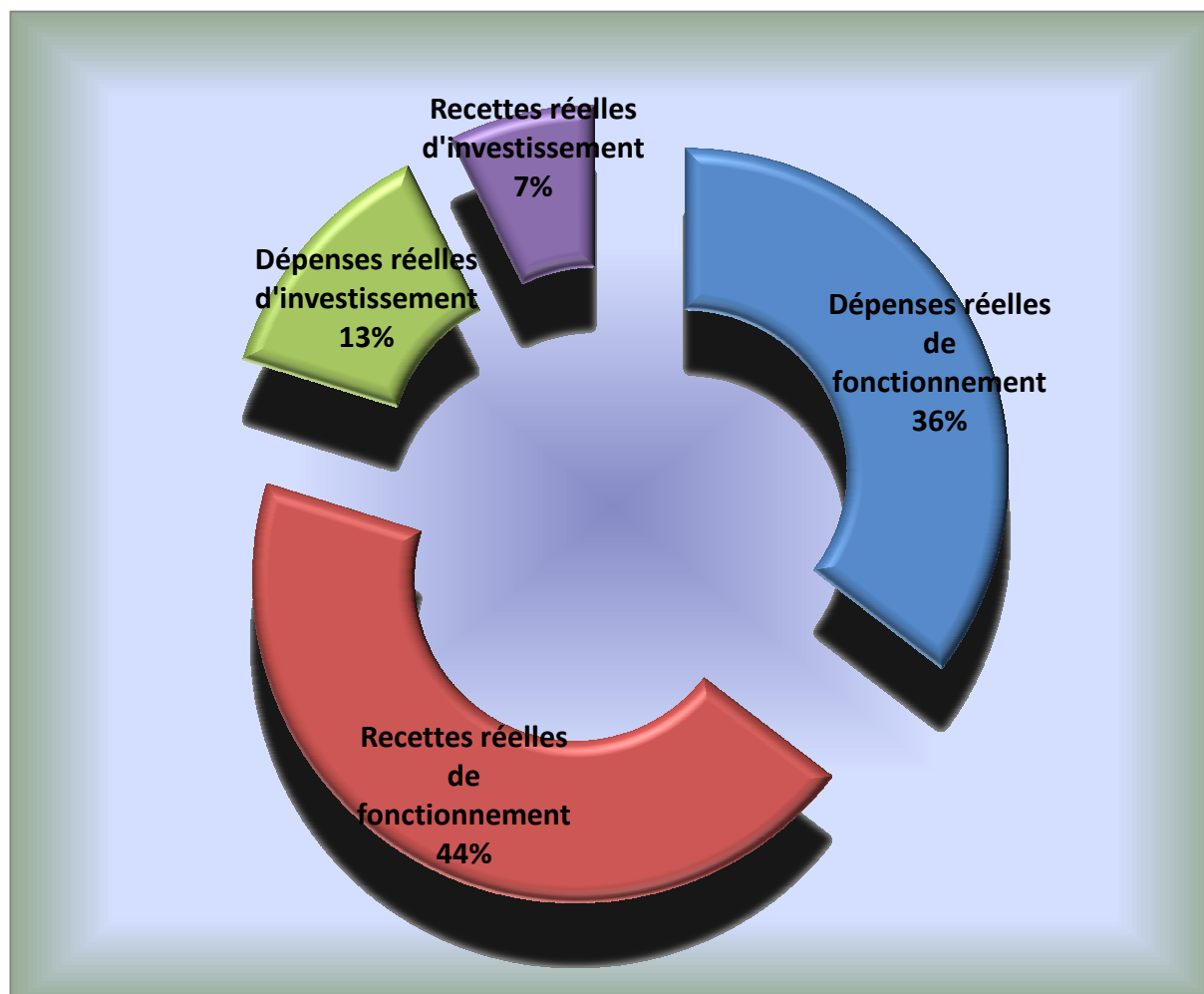
Le résultat financier 2018 du budget principal de la Commune de Sète se présente avec un excédent de 10,7 M€, lequel fera l'objet d'une affectation lors du vote du budget supplémentaire 2019 afin de financer les restes à réaliser¹ 2018 et ajuster les prévisions 2019. Aussi, déduction faites des restes à réaliser qui seront intégrés au budget supplémentaire, l'excédent à affecter est de 8,37 M€

Les grandes masses budgétaires 2018 (en M€, opérations réelles²)



¹ Les restes à réaliser correspondent à des dépenses constatées juridiquement sur un exercice mais qui ne seront payées que sur l'exercice suivant. L'excédent financier 2018 financera donc ces dépenses, le solde, soit le résultat à affecter permettant de financer d'autres charges et/ou d'ajuster le budget primitif.

² Pour rappel, les opérations financières dites « réelles » sont des flux financiers faisant l'objet d'encaissement pour les recettes et de décaissement pour les dépenses. Les opérations dites d'ordre sont des écritures comptables ne faisant pas l'objet de flux de trésorerie.



I. Section de fonctionnement

A. Les dépenses de fonctionnement : 74 284 818 €

1. Les dépenses réelles de fonctionnement : 70 556 258 €

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont des dépenses non patrimoniales (qui n'enrichissent pas l'actif de la Commune) effectuées en vue de financer l'activité normale des services de la Commune.

Sont compris dans ces dépenses les charges de personnel, les charges courantes de gestion (fluides, maintenance, contrats de prestations etc.), les dépenses d'intervention (subventions auprès des associations et participations à des organismes tiers), les charges financières (intérêts de la dette) et les charges exceptionnelles (pénalités ou annulation de recettes sur exercices antérieurs).

Entre 2017 et 2018 peut être constatée une baisse globale de -3,23 %. Retraitée³ des chapitres 013 et 014 (atténuation de produits et atténuation de charges), cette évolution est bien inférieure au montant cible fixé entre la Commune et les services de l'Etat⁴ (évolution maximum fixée à 1,35 %).

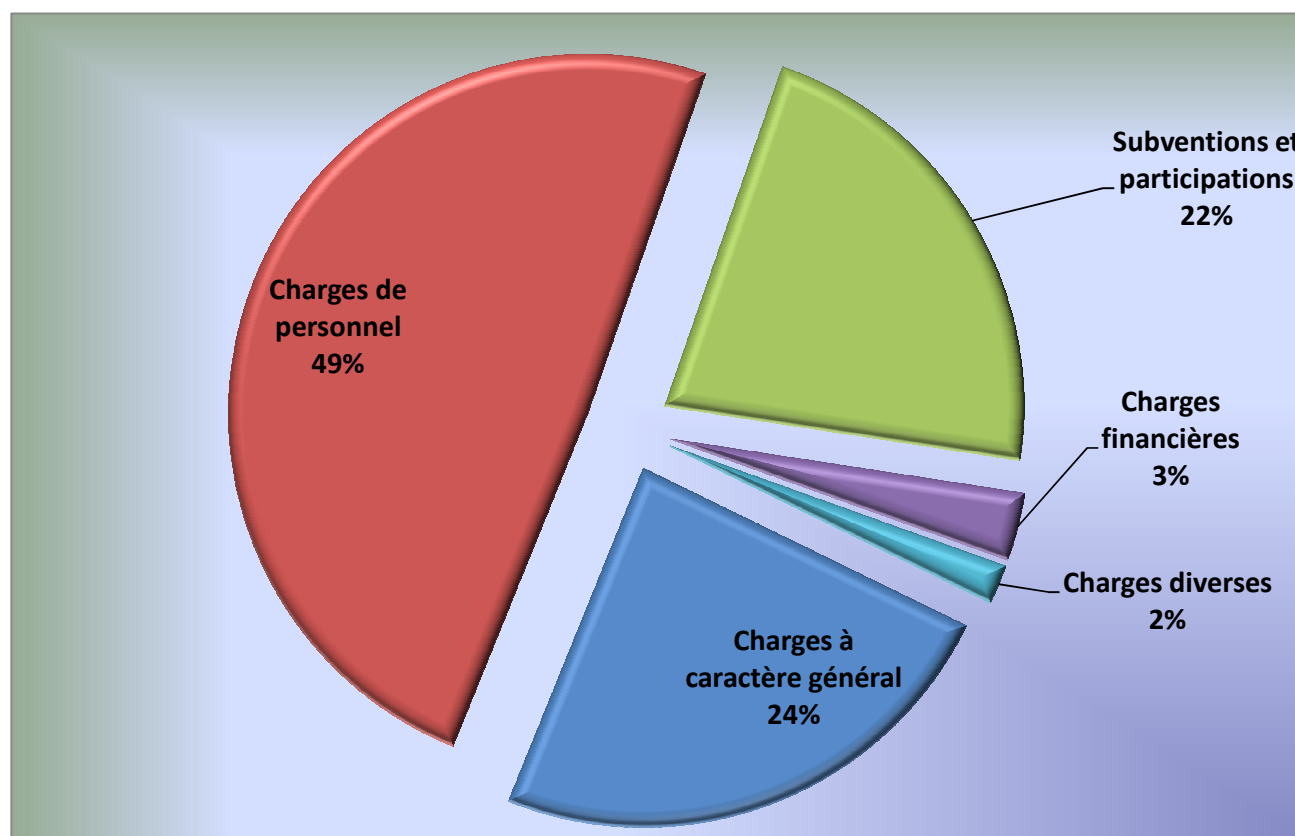
³ Les chapitres 013 et 014 sont soustraits des périmètres des dépenses concernées par la contractualisation.

⁴ En contrepartie du maintien en euros courant de la dotation forfaitaire, les collectivités dont les dépenses de fonctionnement étaient supérieures à 60 M€, ont conclu avec l'Etat un contrat dans lequel elles s'engagent, en moyenne, à contenir l'évolution de leur dépenses de fonctionnement en deçà d'un seuil fixé à 1,2 %.

Trajectoire 2017-2020 de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.

Trajectoire prospective des dépenses de fonctionnement	2017	2018	2019 (BP)	2020
Évolution contractualisée annuelle en %		1,35%	1,35%	1,35%
Seuil dépenses à ne pas dépasser Hyp 1,35 %		72 679 193	73 660 362	74 654 777
Dépenses réelles de fonctionnement après retraitement	71 711 094	69 163 398	73 660 362	74 654 777
Ecart objectif		-3 515 796		

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement



Cette baisse des dépenses de fonctionnement, outre, le respect du cadre contractualisé a pour effet d'avoir un impact positif sur l'autofinancement. Dans un contexte de baisse de la pression fiscale, l'évolution de cette variable est substantielle au maintien d'indicateurs financiers sains.

Les charges à caractère général évoluent de – 3,31 % par rapport à l'exécution 2017.

Les charges de personnel, pour leur part, baissent de -4,45 % sous l'effet des mesures de maîtrise des charges de personnel :

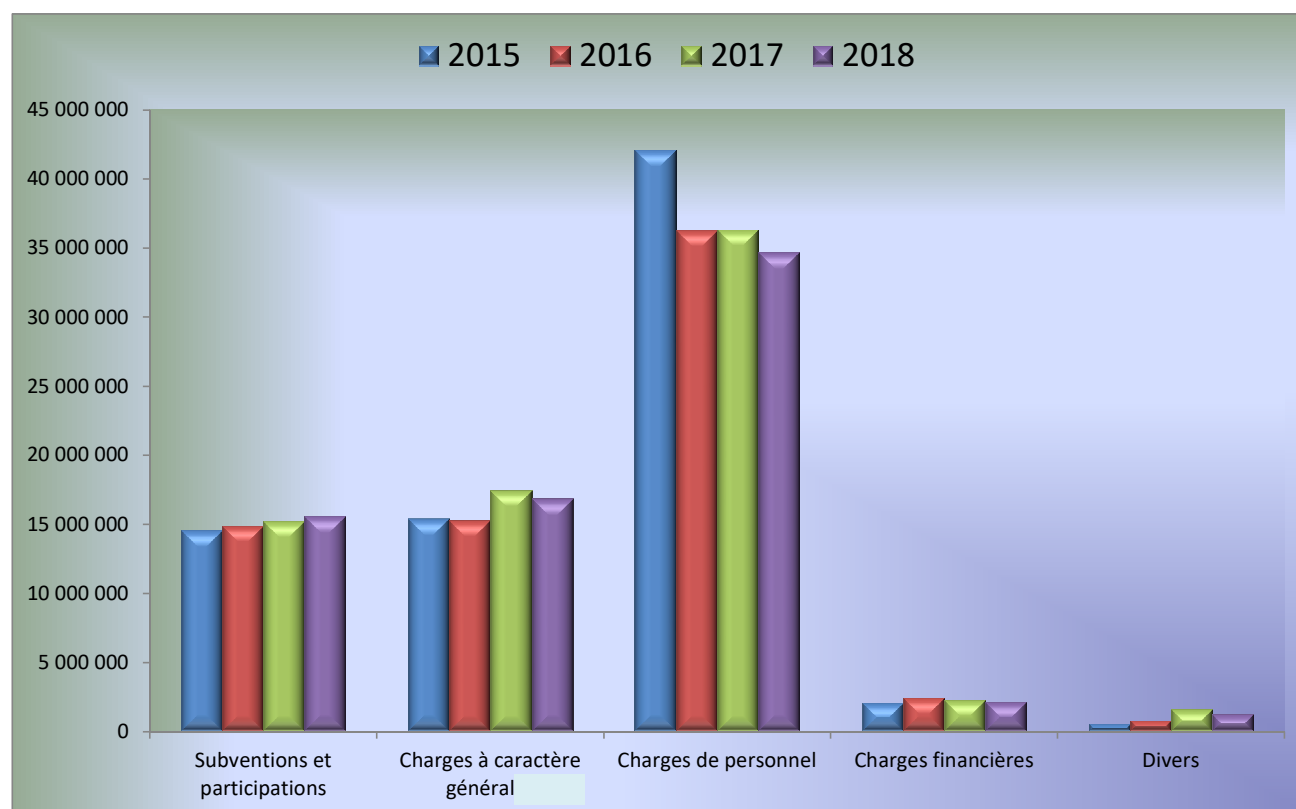
- Flux négatif de personnel (- 28 ETP)
- Transfert des centres sociaux au CCAS (avec toutefois une revalorisation de la subvention versée égale au montant des charges transférées)

- Externalisation du nettoyage du centre-ville,
- Mesures diverses d'économie (réduction de la vacation, du recours aux contractuels),

Les autres charges de gestion courante, notamment les subventions et participations augmentent de 2,34 %. Cette hausse s'explique principalement par la revalorisation de la subvention versée au CCAS, contrepartie du transfert des centres sociaux. Pour leur part, les dépenses relatives aux atténuations de produits (chap. 014) augmentent de 1,01 %. Ces charges ont pour particularité de constater comptablement et budgétairement un reversement de produits perçus par la collectivité au bénéfice de tiers. C'est le cas, par exemple, de la taxe de séjour qui est encaissée de droit par la collectivité mais reversée ensuite à l'office de tourisme (775 386 k€ en 2018), afin de financer la promotion touristique de la Commune. Il en est de même pour certaines dotations reçues au bénéfice du CCAS.

Les intérêts de la dette sont en baisse de - 5,83 % à hauteur de 2,15 M€, baisse s'expliquant par le profil d'amortissement de la dette associé à une réduction de l'encours.

Evolution 2015-2018 des principaux postes de dépenses



L'analyse rétrospective des dépenses permet de mettre en perspective que l'effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement a porté sur l'ensemble des postes de dépenses et, plus particulièrement, sur les charges de personnel. De façon plus générale, sur la période 2015-2018, les dépenses réelles de fonctionnement ont baissé de près de - 6 %.

2. Les dépenses d'ordre de fonctionnement : 3 728 560 €

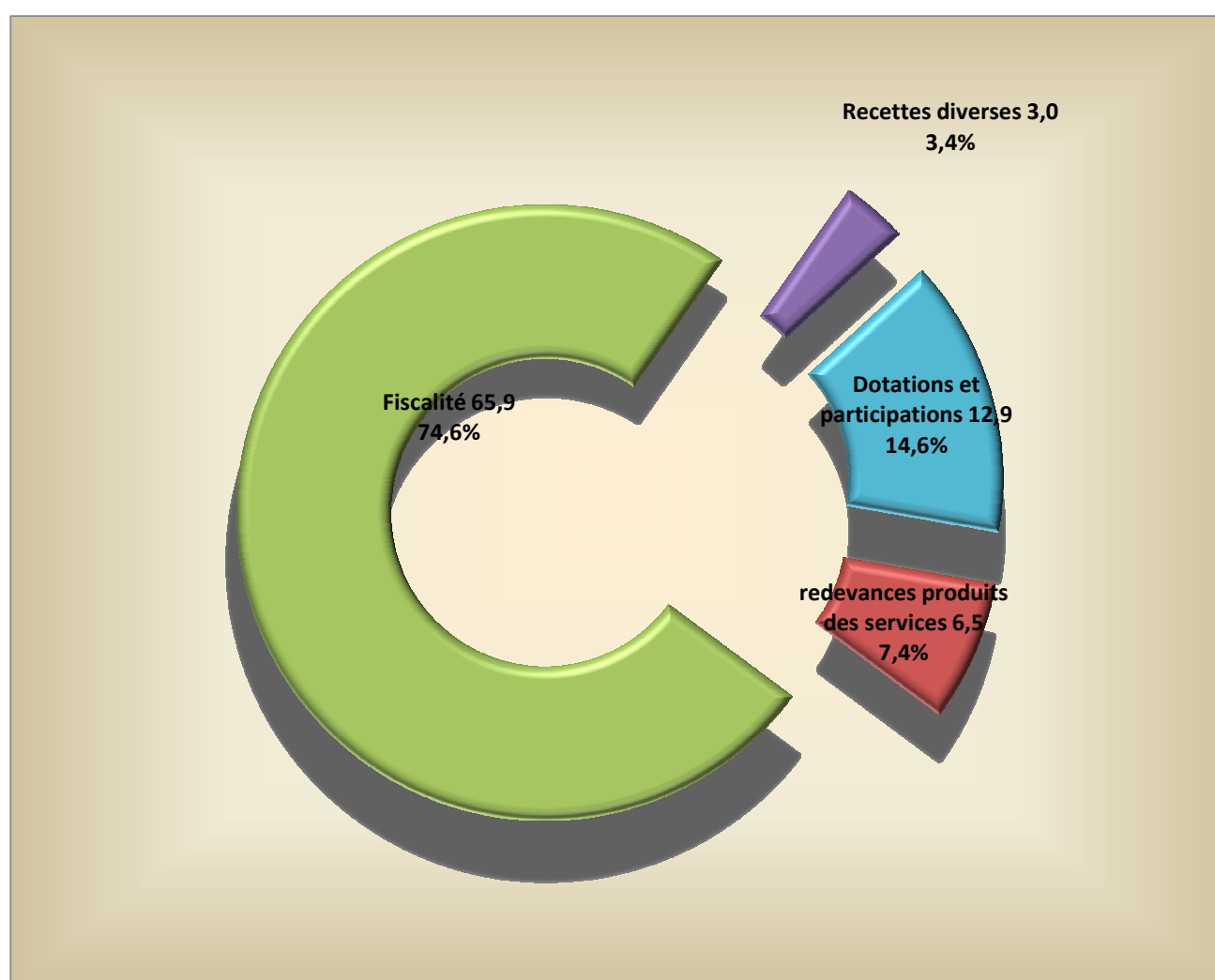
Les dépenses d'ordre de la section sont majoritairement constituées des dotations aux amortissements (3 516 937 €) et apparaissent pour un montant équivalent en recettes d'ordre au niveau de la section d'investissement. Les autres opérations comptables de la section sont constituées par les plus ou moins-values des cessions et les provisions pour risques. Ces écritures comptables n'entraînent, pour rappel, aucun flux de trésorerie.

B. Les Recettes de fonctionnement : 88 507 094 €

1. Les recettes réelles de fonctionnement : 88 374 173 €

Les recettes réelles de fonctionnement évoluent de 1,78 % sur la période 2017-2018, soit un niveau équivalent à l'inflation constatée en 2018 (1,8 %).

Répartition des recettes réelles de fonctionnement (exprimée en M€)



Les produits issus de la fiscalité représentent 74,6 % des recettes réelles de fonctionnement et sont constituées par les produits des trois grandes taxes locales ainsi que par les produits issus de la fiscalité indirecte (droits de mutation, taxe sur la consommation finale d'électricité etc.). Les dotations et participations (DGF, DGD,

dotations de compensations, participations CAF) constituent le second poste de ressources (14,6 %), suivi des redevances perçues auprès des usagers (7,4 %) et des recettes diverses de gestion courante (3,4 %).

Focus sur la fiscalité directe :

La taxe d'habitation : cette taxe est perçue par les communes et les EPCI auprès des propriétaires, locataires ou occupants à titre gratuit leur habitation principale. Elle est de surcroît due pour les propriétaires de résidence secondaire. En fonction des situations familiales, les résidents peuvent bénéficier d'abattement (réduction de l'assiette imposable) ou d'exonération (revenus très modestes).

L'assiette est assise sur la valeur locative du bien, lequel correspond à un loyer théorique annuel dans l'hypothèse d'une mise sur le marché du bien. Cette valeur locative est évaluée par les services fiscaux en fonction d'éléments de confort et de l'emplacement géographique.

Les communes et groupements concernés votent des taux qui, multipliés à l'assiette imposable (valeur locative diminuée d'abattement ou neutralisée par une exonération) donne le produit à percevoir par les collectivités. A ce produit, sont additionnés la taxe spéciale d'équipement perçue par les établissements publics fonciers (TSE) les frais de gestion perçus par les services de l'Etat, et, si l'EPCI a délibéré en ce sens, la taxe GEMAPI.

La suppression progressive de la taxe d'habitation votée dans le cadre de la LFI 2018 n'a eu, à ce stade, aucun impact sur le produit à percevoir par la Commune, l'Etat se substituant au contribuable en reversant aux collectivités et EPCI concernés le dégrèvement dont ce dernier (le contribuable) bénéficie.

La taxe sur les propriétés bâties :

La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) est un impôt dû par tout propriétaire d'un bâtiment et d'installations destinés à abriter des personnes ou des biens. L'assiette de la taxe sur le foncier bâti est constituée du revenu cadastral, lequel est égal à la valeur locative cadastrale diminuée d'un abattement de 50 % afin de tenir compte des frais de gestion, d'assurance, d'amortissement, d'entretien et de réparation.

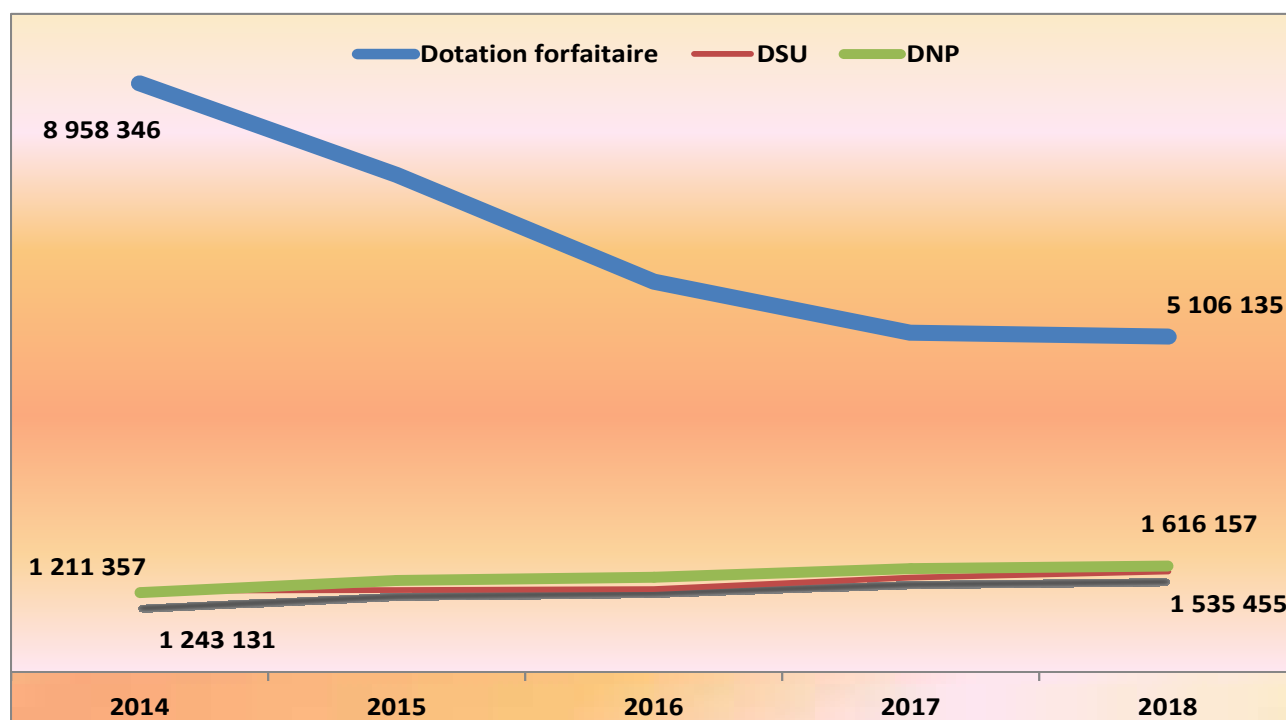
Le produit de cet impôt évolue en fonction de deux facteurs : le taux d'imposition et la dynamique des bases.

La taxe sur les propriétés non bâties :

La taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) est due par les propriétaires ou usufruitiers de propriétés non bâties, au 1er janvier de l'année d'imposition.

	Bases 2018	Produit 2018	Taux 2017	Taux 2018	Taux 2019
Taxe d'habitation	74 820 393	23 653 719	31,61%	31,61%	31,61%
Taxe foncière	62 211 267	27 579 499	46,33%	44,33%	39,90%
Taxe sur les propriétés non bâties	333 137	221 483	66,48%	66,48%	66,48%
rôles complémentaires		73 707			
TOTAL	137 364 797 €	51 528 408 €			

Focus sur la DGF :



La dotation globale de fonctionnement est constituée de trois composantes :

La dotation forfaitaire : 5,1 M€ : principale dotation de l'Etat aux collectivités locales, elle est essentiellement basée sur les critères de la population et de la superficie. Cette ressource a, depuis 2014, fortement régressée, l'Etat opérant depuis cette date des prélèvements auprès des collectivités territoriales aux fins de contribution au redressement des finances publiques. Notons toutefois, que cette dotation est stable sur la période 2017-2018 du fait du respect par la Commune du seuil fixé en matière d'évolution des dépenses de fonctionnement acté à l'occasion de la contractualisation avec l'Etat.

La dotation de solidarité urbaine (1,5 M€) : La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) constitue l'une des trois dotations de péréquation réservée par l'Etat. Elle bénéficie aux villes dont les indicateurs de charges sont en moyenne plus importants. Les communes de 10 000 habitants et plus sont classées par ordre décroissant selon un indice synthétique de charges et de ressources.

La dotation nationale de péréquation : (1,6 M€) : Elle a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes. Pour se faire, deux indicateurs sont utilisés, le potentiel financier et l'effort fiscal.

2. Les recettes d'ordre de fonctionnement : 132 921 €

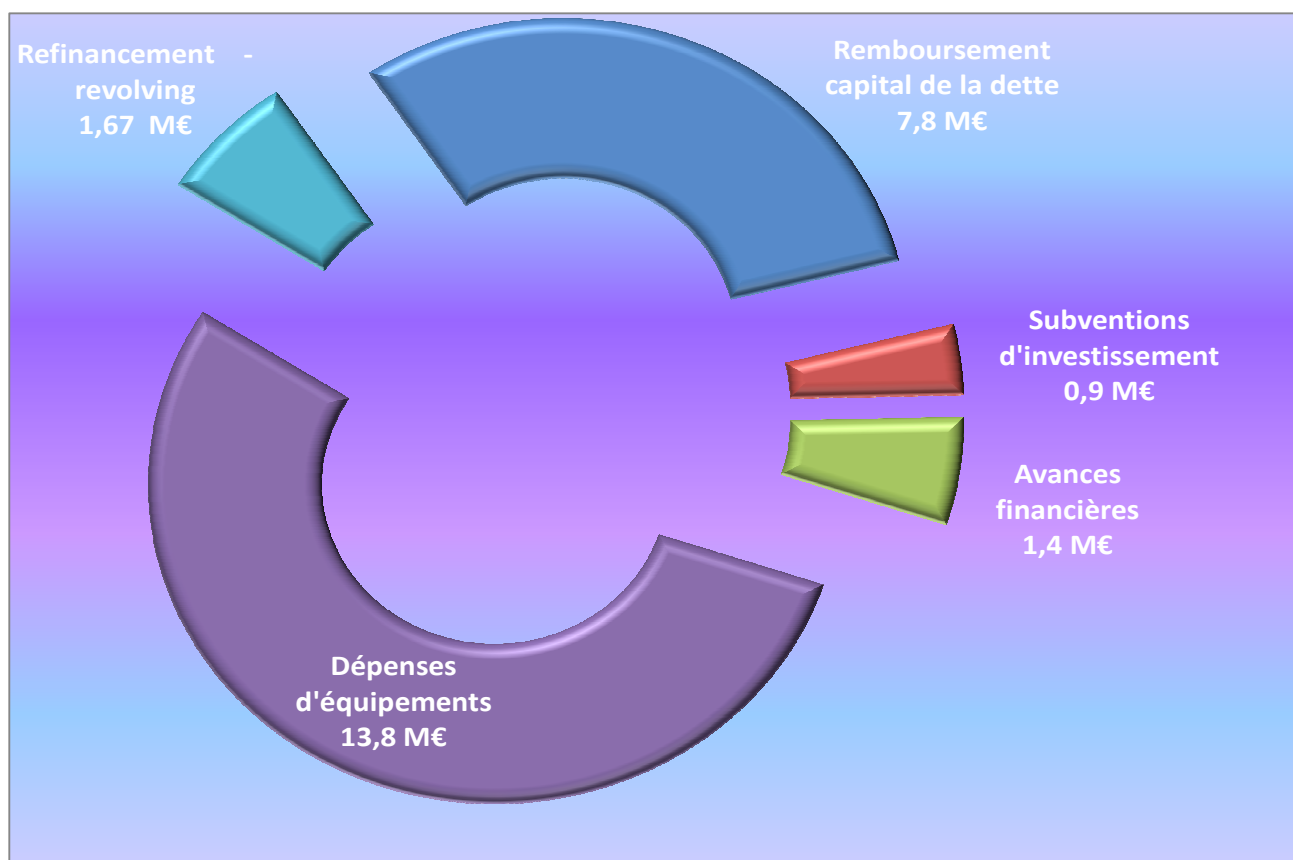
Ces écritures budgétaires constatent l'amortissement des subventions d'équipement versées et les plus-values de cession réalisée.

II. Section d'investissement :

A. Les dépenses d'investissement : 26 306 865 €

1. Les dépenses réelles d'investissement : 25 649 916 €

Répartition 2018 des dépenses réelles d'investissement



Les travaux d'équipement représentent le principal poste de dépenses (13,8 M€) suivi du remboursement du capital de la dette (7,8 M€). Les opérations financières sont constituées pour leur part du remboursement du tirage de lignes de trésorerie (1,67 M€) ainsi que par les avances financières réalisées au profit de la SA Elit et des budgets annexes (1,4 M€).

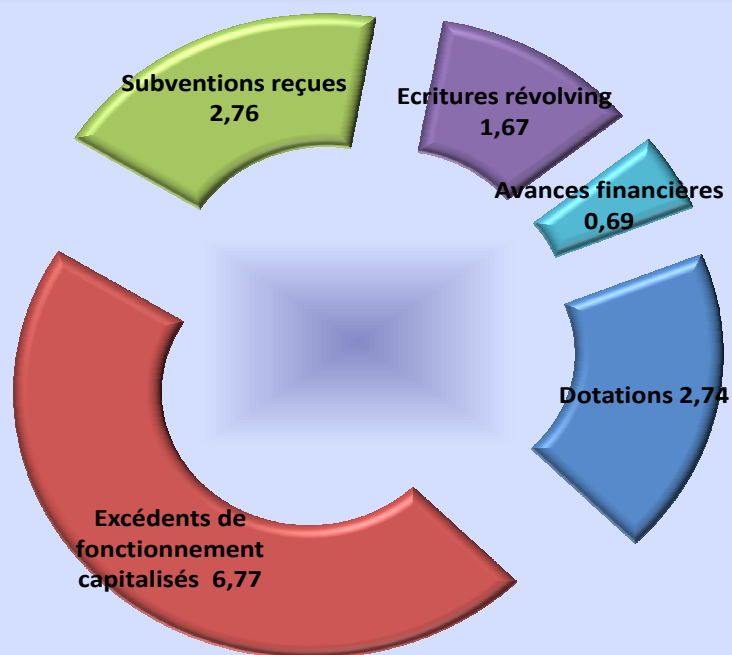
2. Les dépenses d'ordre de la section d'investissement : 656 949 €

Les dépenses d'ordre de la section d'investissement retracent deux types de flux financiers que sont les dotations à l'amortissement des subventions et l'intégration patrimoniale d'études réalisées suivies de travaux (principalement sur voirie et réseaux).

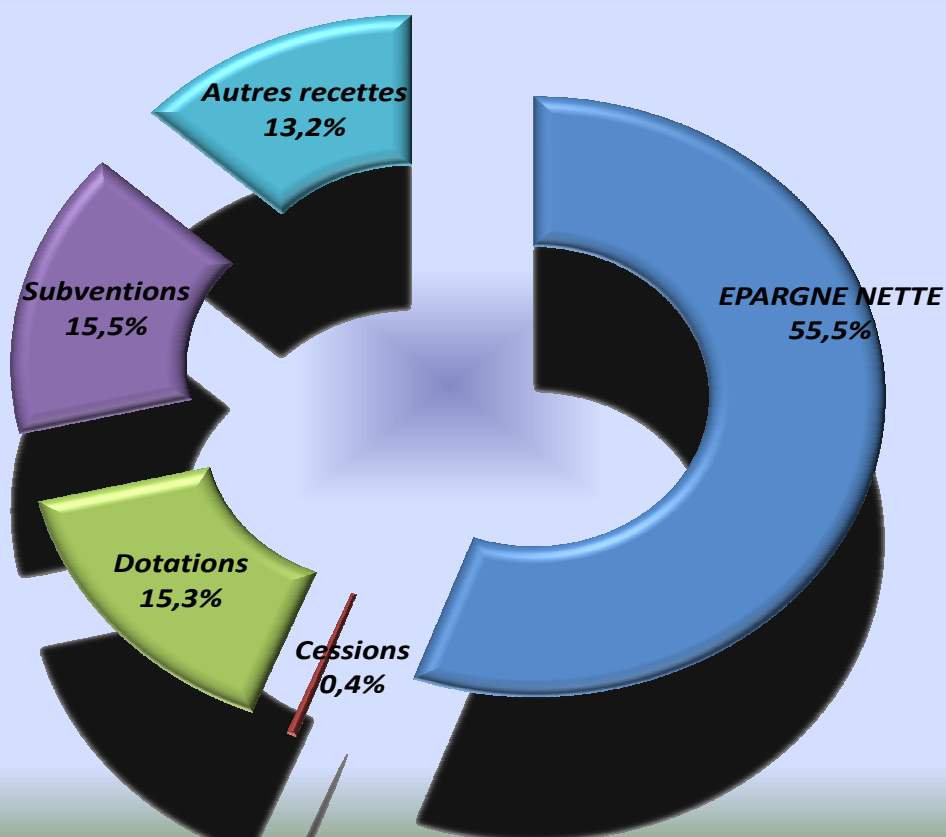
B. Les recettes d'investissement : 18 875 254 €

1. Les recettes réelles d'investissement : 14 622 666 €

Répartition des recettes d'investissement (en M€)



Financement des dépenses d'investissement

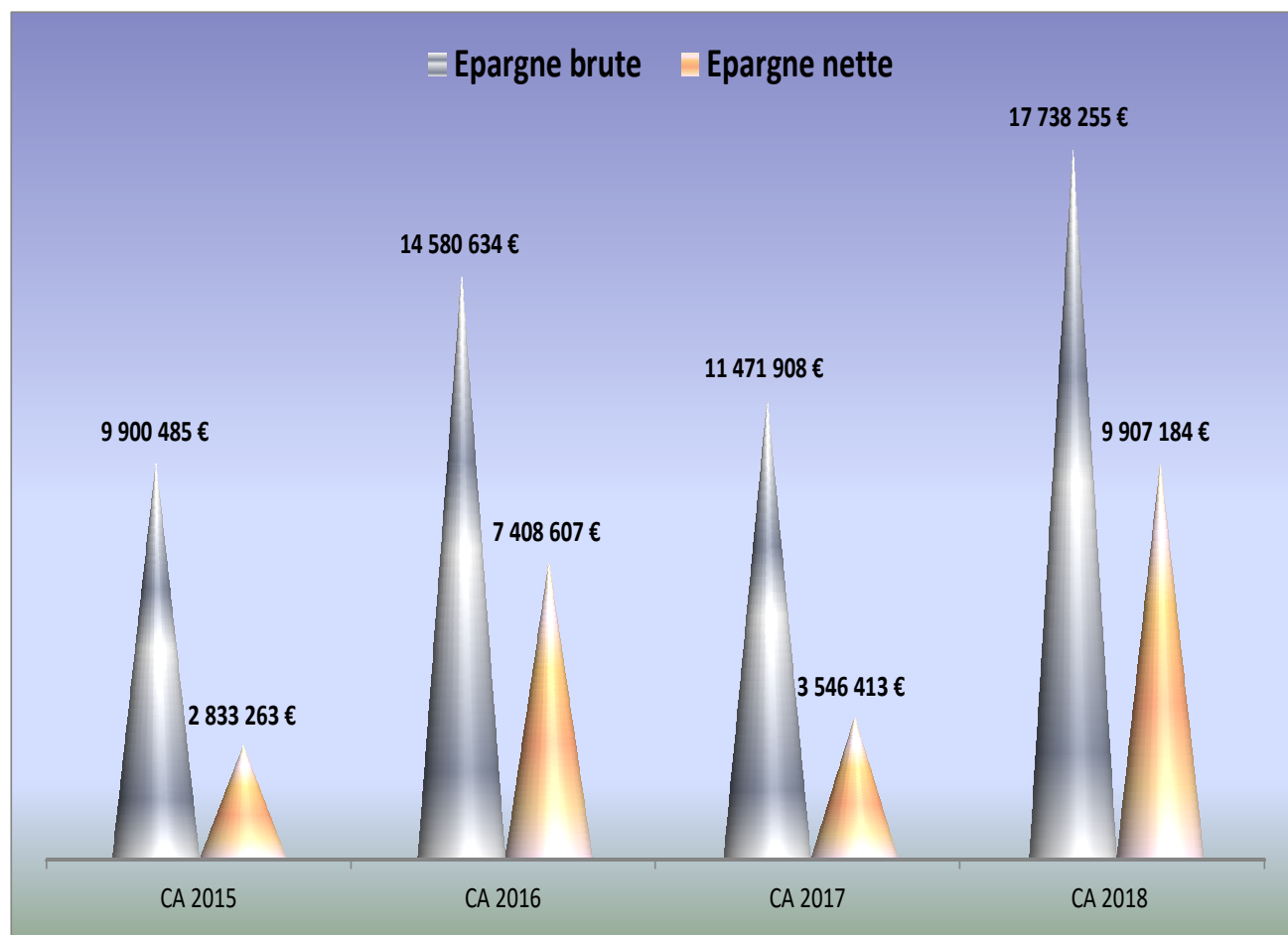


Le financement des dépenses d'investissement est assuré majoritairement par l'autofinancement net dégagé par la section de fonctionnement, les subventions et les dotations (FCTVA, taxe d'aménagement). L'absence de recours à l'emprunt en 2018 permet, en outre, à la Commune de confirmer la dynamique de désendettement débutée en 2017.

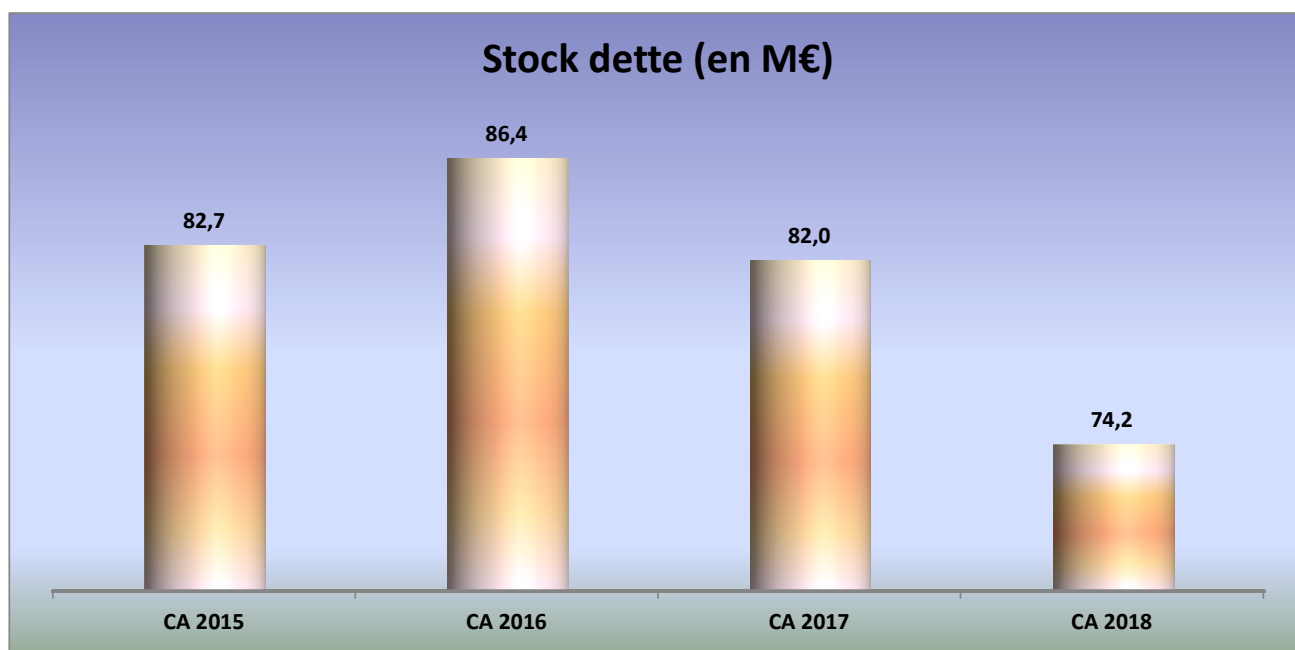
2. Les recettes d'ordre d'investissement : 4 252 588 €

Les recettes d'ordre de la section sont constituées majoritairement des dotations aux amortissements (3,5M€), et des écritures patrimoniales d'intégration d'études en travaux (524 k€).

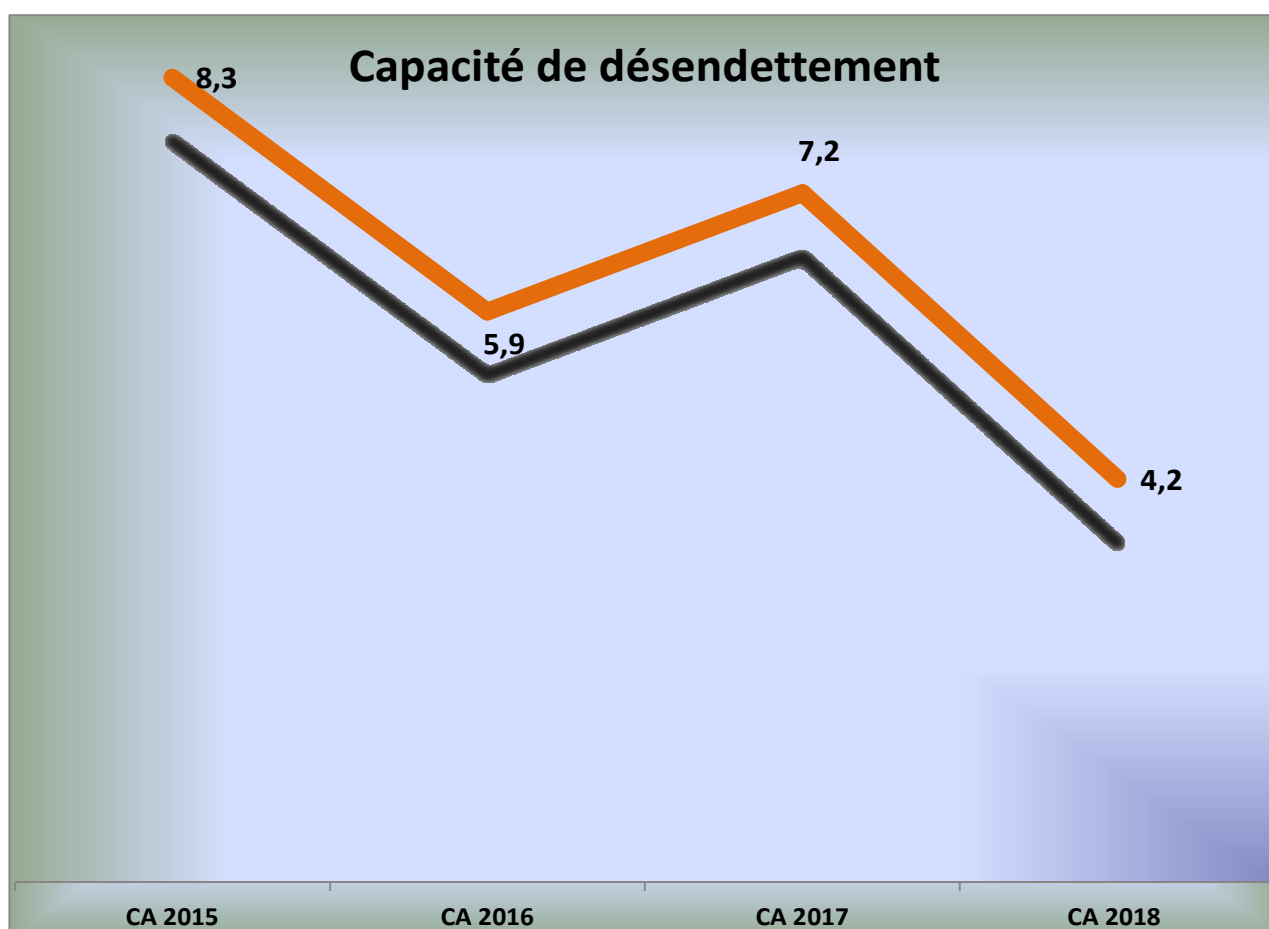
I. Les principaux indicateurs financiers



Evolution de la dette



Evolution de la capacité de désendettement



Etat de la dette au 31/12/2018

Caractéristiques de la dette au 31/12/2018

Encours **74 199 921,30**

Nombre d'emprunts * **74**

Taux moyen de l'exercice : 2,69 %

Charges financières en 2018

Annuité **9 993 566,63**

Amortissement **7 827 480,37**

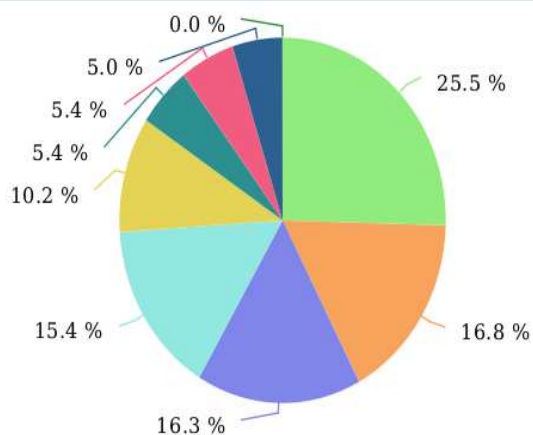
Remboursement anticipé avec **0,00**
flux

Remboursement anticipé sans **0,00**
flux

Intérêts emprunts **2 163 836,26**

Solde ICNE **371 617,45**

Prêteurs



Prêteur	Montant
AUXIFIP	18 890 025,21
CAISSE D'EPARGNE	12 446 898,20
CAISSE FRANC DE FINAN LOCAL	12 103 552,73
CREDIT AGRICOLE	11 447 525,01
CA INDOSUEZ	7 600 304,56
ARKEA BANQUE E ET I COLLECT	4 016 666,65
CAISSE DEPOTS CONSIGNATIONS	4 003 843,99
SOCIETE GENERALE DE SETE	3 683 088,25
CAF MONTPELLIER	8 016,70
TOTAL	74 199 921,30

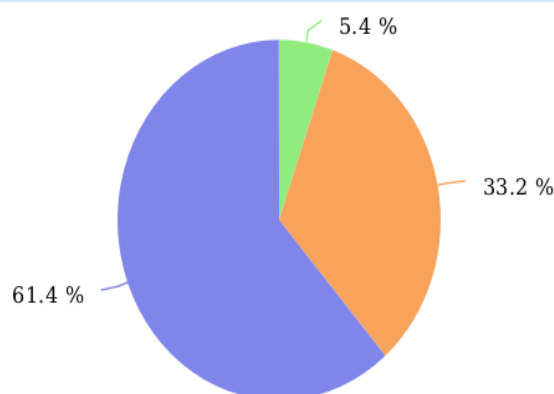
Durée de vie

Indicateurs

Encours **74 199 921,30**

Durée résiduelle Moyenne : 11 ans, 1 mois

Répartition par durée résiduelle



Durée résiduelle	Montant
< 5 ans	3 993 953,57
5 - 10 ans	24 633 468,25
10 - 20 ans	45 572 499,48
TOTAL	74 199 921,30

TABLEAU FINANCIER 2017-2018

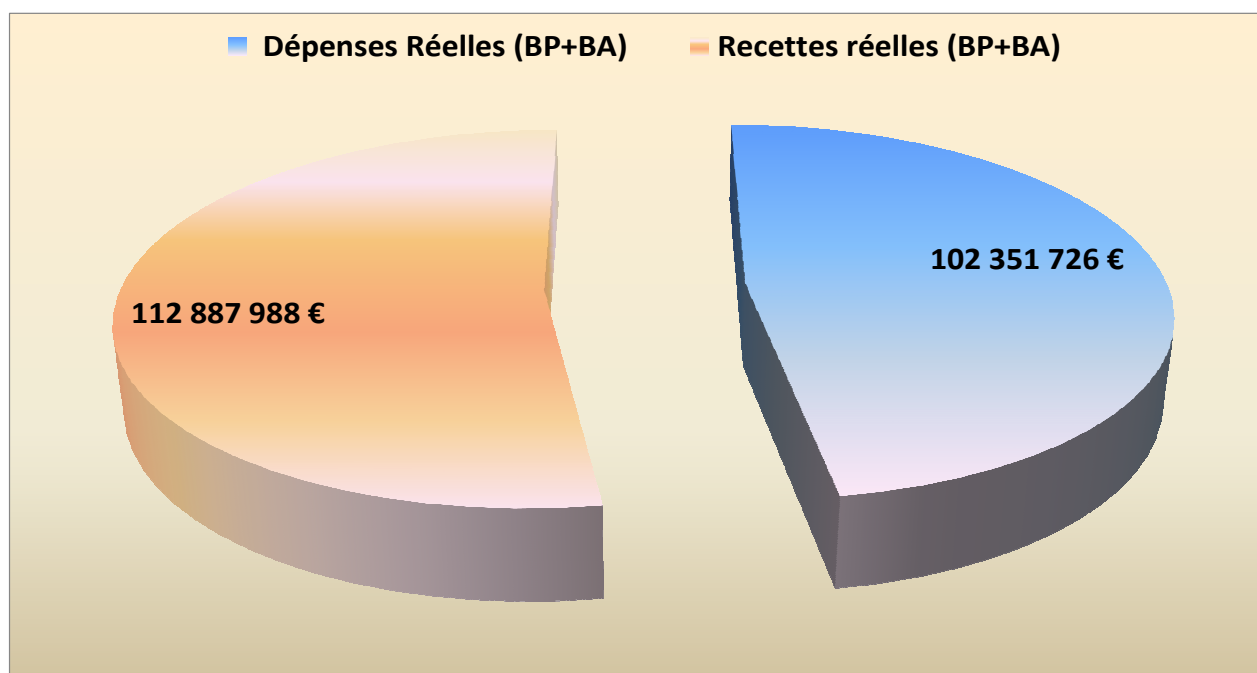
	CA 2017	CA 2018
EPARGNE DE GESTION	13 755 195	19 891 131
EPARGNE BRUTE (hors cession)	11 471 908	17 738 255
EPARGNE NETTE	3 546 413	9 907 184
résultat consolidé de fin d'exercice	10 666 878	10 687 990
Couverture des besoins de financement des dépenses de fonctionnement (exprimée en nombre de jours)	54,29	56,40
Variation Excédent de clôture	1 099 134	21 112
stock de la dette au 31/12/N	82 027 164	74 199 898
Ratio de désendettement	7,2	4,2

Au 31/12/2018, les principaux indicateurs financiers de la commune présentent une situation financière saine, conforme à la dynamique antérieure.

Ainsi, la variation de l'excédent de clôture demeure positive avec une couverture du besoin de financement de la section de fonctionnement égal à 56 jours. Autrement dit, l'excédent 2018 permet un financement autonome des dépenses de fonctionnement de près de deux mois (un excédent égal à trente jours est considéré comme viable pour une collectivité locale). La capacité de désendettement atteint 4,2 années, soit un niveau bien inférieur au seuil d'alerte fixé à douze années.

Le stock de la dette baisse à hauteur du remboursement du capital, l'année 2018 ayant été caractérisée par l'absence de tout recours à l'emprunt. Cette nette amélioration s'explique par la baisse des dépenses de fonctionnement, les recettes de fonctionnement évoluant à un niveau équivalent à l'inflation. Les marges de manœuvre ainsi acquises permettent à la commune de recourir principalement à l'autofinancement pour financer un programme soutenu d'investissement et ce dans un contexte où les objectifs fixés par la contractualisation avec l'Etat ont été atteint (-3,55 % en lieu et place du seuil contractualisé de + 1,35 %).

Partie 2 : Situation budgétaire agrégée



Budgets VILLE DE SETE	Dépenses Fct+I	Recettes Fct+I	Part relative
Budget Principal	96 206 174	102 996 839	91,24%
Budget EAU	1 584 239	4 324 572	3,83%
Budget CENTRE DE FORMATION	1 824 253	1 874 979	1,66%
Budget POMPES FUNEBRES	1 394 698	1 820 131	1,61%
Budget CREMATORIUM	1 028 958	1 489 146	1,32%
Budget PORT DES QUILLES	313 403	382 320	0,34%
TOTAL	102 351 726	112 887 988	100,00%

<i>Principaux indicateurs agrégés (au 31/12/2018)</i>	
<i>Epargne brute</i>	20 858 895 €
<i>Dette</i>	78 905 804 €
<i>Capacité de désendettement</i>	3,78